



**OBSERVATOIRE REGIONAL
DE LA SANTE
DES PAYS DE LA LOIRE**

1 RUE DE LA LOIRE
HOTEL DE REGION
44966 NANTES CEDEX 9

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31.12.2025

AGORA AUDIT
Société de Commissariat aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Rennes
SIRET 414 423 871 00055
1 Rue Célestin FREINET - 44200 NANTES
Tél : 02.40.49.61.00



Mesdames, Messieurs les membres de l'Assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **ORS des Pays de la Loire** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « changement de méthode – changement de réglementation comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application pour la première fois des dispositions du Plan comptable général modifié par le règlement ANC n° 2022-06 relatives à la modernisation des états financiers.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 15 avril 2026

Pour la société AGORA AUDIT
Commissaire aux comptes

Nicolas BOUANCHAUD
Commissaire aux comptes

Bilan



Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	371	371		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	255 406	202 851	52 556	47 897
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	255 777	203 222	52 556	47 897
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	540 270		540 270	250 012
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	115 267		115 267	131 345
Charges constatées d'avance				600
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	150 000		150 000	180 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	241 744		241 744	250 058
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	1 047 282		1 047 282	812 016
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	1 303 059	203 222	1 099 837	859 913

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	184 910	184 910
Report à nouveau	39 150	23 856
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 2 600	15 294
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	221 460	224 060
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	458 223	210 613
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	458 223	210 613
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	172 250	151 218
TOTAL PROVISIONS (III)	172 250	151 218
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 942	14 459
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 253	73 479
Dettes fiscales et sociales	186 709	186 084
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	247 904	274 022
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 099 837	859 913

Compte de résultat





Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	195	210
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	6 777	567 499
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 331 620	582 152
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	900	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		3 507
Utilisations des fonds dédiés	164 613	117 750
Autres produits	31	1
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 504 136	1 271 119
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	207 439	208 264
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	41 759	44 569
Salaires	552 913	554 214
Cotisations sociales	235 824	241 706
Dotations aux amortissements et aux provisions	37 573	25 213
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Reports des fonds dédiés	412 223	172 113
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées	117	
Autres charges	23 575	11
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 511 422	1 246 090
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 7 285	25 029
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 093	2 863
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	4 190	4 409
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	6 283	7 273
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	86	144
Différences négatives de change		

Postes	2025	2024
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	86	144
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	6 197	7 128
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-1 088	32 157
Produits exceptionnels (V)		180
Charges exceptionnelles (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		180
Participation des salariés aux résultats (VII)		16 168
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 512	875
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 510 419	1 278 572
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 513 020	1 263 278
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	1 948	1 418
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	1 948	1 418
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	1 948	1 418
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	1 948	1 418
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-2 600	15 294

Annexe





Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **1 099 837,19 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-2 600,26 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'ORS contribue à l'observation de la santé dans les Pays de la Loire à travers la production de connaissances sur l'état de santé de ses habitants et les nombreux facteurs qui le déterminent :

comportements, environnements, professionnels de santé, établissements et services de soins et d'accompagnement...

Cette connaissance s'appuie sur l'analyse de données sur l'état de santé de la population et ses déterminants, issues des multiples systèmes d'information disponibles actuellement dans le champ de la santé, ainsi que sur la réalisation d'enquêtes en population et auprès des professionnels, établissements de santé et institutions.

L'ORS assure le partage le plus large possible de l'information ainsi produite, notamment dans une perspective d'aide à l'élaboration des politiques sanitaires et sociales aux échelons local et régional, et d'évolution des représentations.

Ces activités sont développées au service de tous les acteurs concernés du territoire des Pays de la Loire, qu'il s'agisse des services de l'État, des collectivités territoriales, des organismes de protection sociale, des professionnels et institutions du secteur de la santé ou médicosocial, et des usagers.

La gouvernance

L'ORS est un organisme scientifique indépendant de statut associatif, fondé en 1982 à l'initiative du Conseil régional et de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (Drass) des Pays de la Loire.

Son conseil d'administration est présidé par le Dr Dominique Brachet, chirurgien-dentiste, vice-président de l'URPS chirurgiens-dentistes des Pays de la Loire, et président de la CPTS Centre-Vendée.

Le financement

Les missions de l'ORS s'organisent en trois pôles, qui bénéficient de financements distincts.

L'ORS développe une activité permanente de centre-ressources régional en observation de la santé, principalement cofinancée par l'Agence régionale de santé (ARS) et le Conseil régional, dans le cadre d'une Convention-cadre tripartite pluriannuelle. Les Conseils départementaux de Mayenne et de Sarthe contribuent également au financement de cette activité.

L'ORS réalise des travaux à la demande ou en réponse à des appels à projet, qui font l'objet de financements spécifiques. Tout type d'acteur peut solliciter l'ORS pour une intervention ponctuelle ou dans le cadre d'une prestation plus globale.

Enfin, depuis 2015, l'ORS met en oeuvre en partenariat avec le GCS e-santé l'Observatoire régional des urgences (ORU), à la demande et avec le soutien financier de l'ARS.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, hors traitement du nouveau règlement du PCG dont les impacts sont détaillés ci après ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	N/A
Bureaux	N/A
Agencements	3 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Travaux	N/A
Matériel et outillage	
Matériel	3 à 6 ans
Outillage	N/A
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	N/A
Matériel informatique	3 à 6 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	N/A
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise

en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Indemnité de départ à la retraite

Dans le cadre de ses obligations légales, l'ORS a évalué ses engagements en matière de départ en retraite envers ses collaborateurs salariés.

A la clôture de l'exercice, calculés selon les dispositions de l'Accord d'Entreprise, ceux-ci représentaient 172 250 €, charges sociales comprises. Ils sont inscrits au passif du bilan dans les provisions pour charges, après comptabilisation d'une dotation sur l'exercice de 21 032 €.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Changement de méthode comptable : application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 dans les comptes individuels.

Le collège de l'ANC du 4 novembre 2022 a adopté le projet de règlement n°2022-06 modifiant le PCG en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. Ce règlement a été homologué par arrêté du 26 décembre 2023 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2023. Son application est obligatoire aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, et une application facultative par anticipation est possible à compter du 30 décembre 2023.

La société applique le nouveau règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025. Les principaux changements prévus par le règlement sont les suivants :

- Nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel,
- Suppression de la technique du transfert de charges,
- Mise à jour de la nomenclature des comptes.

L'exercice ouvert le 1er janvier 2025 est le premier exercice pour lequel s'applique ce nouveau règlement, sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs. Afin d'assurer la comparabilité des exercices, une information ci-après annexée présente les principaux postes des comptes au 31/12/2024 retraités suivant la nouvelle méthode comptable.

Les impacts sont les suivants :

- Reclassement des remboursements de frais et de formations des transferts de charges vers les comptes de produits divers d'exploitation
- Reclassement des avantages en natures et remboursements liés au personnel des transferts de charges vers les comptes de charges de personnel.
- Reclassement des plus-values de cession d'immobilisations des produits et charges exceptionnels (compte 675/775) vers les produits et charges d'exploitation (compte 657/757).

De plus, les études et conventions signées précédemment comptabilisées en "Ventes et prestations de services" sont désormais comptabilisées en "Produits de tiers financeurs (Concours publics et subventions d'exploitation)" afin de se conformer aux règles applicables aux fonds dédiés dans une association à but non lucratif.

Les impacts chiffrés sont les suivants :

Résultat d'exploitation

Résultat d'exploitation	Exercice clos le 31/12/2025 selon ANC 2022-06	Exercice clos le 31/12/2024 selon ANC 2022-06	Exercice clos le 31/12/2024	Variation 12/2025 - 12/2024 selon ANC 2022-06
Ventes de biens et servcies	6 777	3 017	567 499	3 759
Produits des tiers financeurs	1 329 670	1 149 651	582 152	180 019
Produits cessions immob. incorp. et corp.	900	180		720
Charges sociales	-235 824	-241 217	-241 706	-5 393
Valeurs comptables des immob incorp et ...	-117			117
TOTAL	1 101 406	911 631	907 945	179 222

Information additionnelles

Contributions volontaires en nature

L'ORS était bénéficiaire d'une convention de mise à disposition à titre onéreux d'une partie de ses locaux, conclue avec la Région des Pays de Loire pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 2000 puis renouvelée chaque année. Il pouvait également utiliser gratuitement un certain nombre de moyens logistique (affranchissement hors envoi en nombre), reprographie (hors tirage en nombre), utilisation de salles de réunion.

A ce titre, ces avantages en nature, selon la convention signée avec la Région, ont été de 1 948 Euros en 2025 (avantage calculés sur l'année 2024), contre 1 418 Euros en 2024 (avantage calculé sur l'année 2023).

Ils sont inscrits au pied du compte de résultat, en charges et en produits au titre de l'évaluation des contributions volontaires en nature.

A signaler également que le bénévolat n'est pas valorisé.

Désormais l'ORS est bénéficiaire d'un bail de droit commun d'une durée de 3 ans à compter du 1/01/2025 conclu avec la Région des Pays de Loire.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets & licences	32 933		32 562	371
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles	258 226			255 406
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	291 158		32 562	255 777

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D			32 933		32 562	371
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outill...						
Autres immobilisations corporelles			210 328	16 541	24 018	202 851
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			243 261	16 541	56 580	203 222

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients	540 270	540 270		
Personnel et comptes rattachés	77	77		
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers	115 000	115 000		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	190	190		
Charges constatées d'avance				
TOTAL	655 537	655 537		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	184 910				184 910
Report à nouveau	23 856	15 294			39 150
Excédent ou déficit de l'exercice	15 294	-15 294		2 600	2 600
TOTAL	224 060			2 600	226 660
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL	224 060			2 600	226 660

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
Subventions 2024	210 613	210 613	164 613			46 000	
Subventions 2025		767 658	767 658				
Subventions 2025/2026		563 962	151 739			412 223	
TOTAL	210 613	1 542 233	1 084 010			458 223	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	210 613	1 542 233	1 084 010			458 223	

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Solde des reprises	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	151 218	21 032			172 250
TOTAL	151 218	21 032			172 250

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	6 942	6 942		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	54 253	54 253		
Personnel et comptes rattachés	91 203	91 203		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	79 657	79 657		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	1 512	1 512		
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	14 337	14 337		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	247 904	247 904		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 517			
Emprunts et dettes contractés auprès des ...				

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		230 000	296 978		804 642	1 331 620
Subventions d'investissement						
TOTAL		230 000	296 978		804 642	1 331 620

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	41 017	
Personnel - Autres charges à payer	89 392	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	40 653	
État - Charges à payer	7 248	
TOTAL	178 310	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	3 500	
Afférents aux services autres		
TOTAL	3 500	

Opérations et engagements hors bilan

Autres opérations non inscrites au bilan

Nature de l'opération	Montant des risques et avantages attendus de l'opération	Garanties données	Autres informations
Souscription d'un emprunt après de la Caisse d'Epargne (fi...			17700